



Fédération

Travail, Emploi et

Formation Professionnelle



Chômage, précarité, vie chère, casse des services publics

Pour un autre partage des richesses !

Le 19 mars, après et partout. Continuons la lutte !

Ils reviennent...

Le gouvernement a dû faire une pause en décembre dernier dans ses différents projets de destruction sociale suite au démarrage du mouvement dit des « gilets jaunes ». Toutefois, à l'approche de la fin de la mascarade du « grand débat », celui-ci fourbit ses armes pour revenir à la charge.

Le gouvernement et le Medef veulent tout d'abord poursuivre leur œuvre de destruction de la sécurité sociale. Le projet de mise en place d'un système de retraite par points n'est nullement abandonné mais a simplement été reporté. La conséquence de ce changement de système en serait une individualisation de la protection sociale aboutissant à une baisse drastique des pensions !

Pour la fonction publique, les suppressions de dizaines de milliers de postes doivent se poursuivre. Le récent projet de loi confirme également une attaque sans précédent contre le statut de la fonction publique (recours accru à des contractuels sur toutes les fonctions, et individualisation toujours plus grande de la rémunération et de la carrière).

Au sein de notre ministère le plan social continue, broyant les services et les agents. Les services emploi et économie sont réduits à la portion congrue quand ils ne disparaissent pas purement et simplement. A l'inspection du travail, c'est le grand bond en arrière avec une perspective de 10 000 salariés par agent dès l'année prochaine (pour certains c'est déjà le cas), pour les assistantes le passage à 4 agents dédiés. Les services renseignement continuent quant à eux d'étouffer sans aucune perspective durable pour sauvegarder ces services pourtant indispensables à notre service public.

Leur projet c'est mettre un terme à tout système de solidarité et de répartition des richesses, pour favoriser dans tous les domaines l'accaparement des richesses produites par quelques uns.

Instaurer un rapport de forces pour gagner

Pourtant il n'y a pas de fatalité à subir ces projets de régression. Cela fait 4 mois qu'une grande partie de la population soutient ou participe activement au mouvement des gilets jaunes. Des dizaines de milliers de personnes déterminées se retrouvent autour de revendications simples et essentielles pour plus de justice sociale, une répartition égalitaire de richesses, et la remise en cause d'un système de représentation qui empêche toute évolution allant dans ce sens.

Ce mouvement a surpris le pouvoir politique et économique, ainsi que les organisations syndicales et les partis politiques. Il est ainsi parvenu, temporairement, à remettre en cause le rapport de force en place. En décembre 2018, le patronat l'a bien compris et nous pouvions lire dans le monde diplomatique de février 2019 (Article : Lutte de classes en France) « *Tous les grands groupes vont distribuer des primes, parce qu'ils ont vraiment eu peur à un moment d'avoir leurs têtes sur des piques. Ah oui, les grandes entreprises, quand il y avait le samedi terrible, là, avec toutes les dégradations, ils avaient appelé le patron du Medef [Mouvement des entreprises de France], Geoffroy Roux de Bézieux, en lui disant : "Tu lâches tout ! Tu lâches tout, parce que sinon..." Ils se sentaient menacés, physiquement.* » <https://www.monde-diplomatique.fr/2019/02/HALIMI/59568>.

L'action directe portée par ce mouvement pourrait être le germe d'une société égalitaire tant redoutée par ces puissants. C'est pour cela que nous devons continuer à maintenir un rapport de force et l'approfondir en investissant directement la sphère du travail par la grève.

Agents du ministre du Travail, de l'Emploi, de la Formation professionnelle et du Dialogue social, les appels à mobilisations à venir ne doivent qu'être le marchepied de la seule mobilisation qu'ils redoutent vraiment : **la grève générale.**

Alors que les gilets jaunes revendiquent l'égalité et la capacité à décider, qu'attendons-nous pour en faire autant ?

Tous les samedis la mobilisation continue. Le 19 mars les confédérations syndicales interprofessionnelles appellent à la grève en réaction aux destructions sociales successives.

Emparons-nous de ces mobilisations ne nous laissons pas enfermer dans un calendrier qui nous est imposé.

La CNT TEFP appelle à participer massivement à la journée de grève et de mobilisation interprofessionnelle du 19 mars, et à toutes les actions qui se décident en lien avec nos aspirations égalitaires !